

Pays: Japon

Comission: Sommet ASEM

Problématique: L'Union Européenne et l'Asie, pour une redynamisation équilibrée des relations entre deux régions centrales pour l'économie et les relations internationales?

Le Japon est situé entre la mer du Japon et l'océan Pacifique, à l'Est de la Chine, de la Russie et de la Corée du Sud. Son archipel de plus de 6000 îles lui offre une ouverture sur la mer ayant permis le développement d'une puissance maritime conséquente. Depuis 1947, le Japon est une Monarchie Constitutionnelle à régime parlementaire, soit une monarchie représentative au Parlement bicaméral. L'Empereur Naruhito, en poste depuis 2019, a une fonction symbolique qui remplit les missions d'un Chef d'État, bien qu'il ne soit pas reconnu officiellement comme celui-ci. Le chef du Gouvernement japonais, Yoshihide Suga est Président du parti libéral-démocrate (conservateur).

Dans le cadre du sommet de Madrid de l'ASEM 2021, la question de la coopération euro-asiatique en terme économique, politique, sécuritaire et culturel est centrale. En effet, les 51 pays le formant (30 pays européens et 21 pays asiatiques) représentent ensemble 65% de l'économie, 55% du commerce, 60% de la population et 75% du tourisme mondiaux.

Le Japon et L'Union Européenne entretiennent une relation basée sur des valeurs communes et des accords commerciaux forts. En effet, l'UE est le 3^{ème} partenaire commercial le plus important du Japon et l'économie japonaise est en 2018 le second partenaire économique asiatique de l'Union européenne.

Dans le thème de la sécurité et de la politique, qui s'inscrit dans les principaux enjeux de l'ASEM, la question de la sécurité maritime, reliée avec le détroit de Malacca et le conflit des ZEE, est particulièrement sensible au Japon ; ce détroit est sa source d'approvisionnement en pétrole, étant le deuxième consommateur mondial et sa ZEE provoquant des différends avec tous ses voisins. De plus, les flux migratoires (risquant d'être accentués dans les futures années à cause des risques évidents menaçant notre pays) et la coopération sanitaire, dans un contexte de pandémie, sont aujourd'hui des sujets des plus prioritaires.

En rapport avec l'économie et les finances, comme déjà mentionné, l'UE est le 3^{ème} partenaire commercial du Japon ce qui implique des intérêts bilatéraux d'importance majeure, (qui ont mené à des accords commerciaux historiques), et d'autant plus dans un contexte de crise économique. Le Japon souhaite poursuivre dans une dynamique de coopération.

Le territoire japonais ayant été fortement pollué de par son histoire, dont l'explosion nucléaire de Fukushima en 2011, a suscité beaucoup d'inquiétudes pour la santé des japonais (même si l'espérance de vie y est la plus élevée du monde). Des millions de japonais se sont montrés volontaires pour réduire leur consommation en électricité afin de faire face au déficit énergétique post Fukushima, prouvant ainsi la bonne volonté d'un peuple prêt au changement. De plus, le Premier Ministre en poste Yoshihide Suga a annoncé vouloir rendre le Japon neutre en impact carbone d'ici à 2050.

L'objectif majeur du Japon à travers sa collaboration avec l'Union Européenne est de constituer un pôle de stabilité dans l'Asie Indo-Pacifique sous tension, entre les États-Unis d'Amérique, la Chine et les actions imprévisibles de la Corée du Nord. Après la création du Conseil de Sécurité Nationale en 2013 afin d'établir une stratégie sécuritaire face à la menace croissante de la Chine, la présence dans la Constitution de 1947 d'un article empêchant les forces d'autodéfense (pas d'armée) d'intervenir sauf pour venir en aide à des alliés ou en cas de menace directe au Japon, a suscité beaucoup de débats. La collaboration avec l'Union Européenne est aujourd'hui indispensable.

Le Japon, est la 3^{ème} puissance économique mondiale et bénéficie du taux de chômage le plus bas du G20, et un des plus bas du monde. En plus de l'OMC, dont le Japon est membre depuis 1995, le Japon est membre de différents groupes de dialogue commercial, comme l'APEC (coopération économique pour l'Asie Pacifique) depuis 1989, le G10, le G7 et l'AMNA. Des RTA (Regional Trade Agreement) été mis en place avec l'intégralité des pays de l'ASEAN ainsi qu'avec le Royaume Uni, le Chili ou encore la Suisse. En 2018, le JEFTA, un accord de libre-échange entre le Japon et l'Union Européenne a été ratifié. Il concerne ¼ de l'économie mondiale et suppose une réduction des tarifs douaniers sur des produits alimentaires, de pêche, de cosmétiques ou encore sur les chaussures et la suppression totale des tarifs douaniers pour les produits de la cosmétique, du textile ou encore de la filière chimique. L'accord permet également l'application au Japon des AOP (appellation d'origine protégée) et une extension de la durée des droits d'auteur. En contrepartie, les droits de douanes sur les automobiles venant du Japon seront supprimés d'ici à 7 ans.

De plus, le SPA (Strategic Partnership Agreement) entre le Japon et l'UE, signé en 2018, montre un fort engagement commun pour défendre le multilatéralisme, l'ouverture des marchés, la démocratie et les droits humains. Cet accord apporte au JEFTA une dimension politique, renforce la coopération

sécuritaire et lutte contre la prolifération des armes nucléaires. Ce partenariat englobera des domaines variés tels que les technologies, les transports, les énergies, l'éducation, la recherche et l'innovation.

Le Japon et les États membres de l'ASEAN entretiennent une relation qui s'est consolidée dans les dernières années en signant des accords bilatéraux favorisant les activités de commerce et d'investissement. Le Asean-Japan Comprehensive Economic Partnership (AJCEP) est en vigueur depuis 2018 et crée des relations économiques favorisées entre le Japon (membre de l'ASEAN+6) et l'ASEAN en tant qu'ensemble.

De plus, La Communauté Économique de l'ASEAN (l'AEC), en vigueur depuis 2015, vise à créer un marché unique afin de réduire les barrières pour la circulation de biens, de services et de personnes, sachant qu'un des buts principaux de l'AEC est d'accélérer la croissance économique.

En conclusion, le Japon souhaite soutenir l'union de l'ASEAN en continuant de collaborer avec ses États-membres pour renforcer l'union de ce pôle central de l'économie future de l'ensemble de la planète. De plus, sa collaboration avec l'Union Européenne est également indispensable et le Japon souhaite renforcer leur lien dans les années à venir.